

MÉMORIAL  **Memorial**
DU des
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG. **Großherzogthums Luxemburg.**

SAMEDI, 3 mars 1883.

N^o 9.

Samstag, 3. März 1883.

Arrêté royal grand-ducal du 21 février 1883, concernant les frais de voyage et de séjour des contrôleurs de l'administration des postes.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc;

Vu la loi du 1^{er} février 1882, et l'arrêté royal grand-ducal du 3 mai 1869 sur les frais de route et de séjour;

Revu l'art. 3 de l'arrêté royal grand-ducal du 24 novembre 1874;

Sur le rapport de Notre Directeur général des finances et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Les contrôleurs de l'administration des postes sont assimilés, quant aux frais de déplacement et de séjour, aux contrôleurs de l'administration des contributions.

Art. 2. Notre Directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

La Haye, le 21 février 1883.

GUILLAUME.

*Le Directeur général
des finances,
M. MONGENAST.*

Königl.-Großh. Beschluß vom 21. Februar 1883, betreffend die Reise- und Aufenthaltskosten der Controleure der Postverwaltung.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 1. Februar 1882 und des Kgl.-Großh. Beschlusses vom 3. Mai 1869, die Reise- und Aufenthaltsvergütungen betreffend;

Nach Einsicht des Art. 3 des Königl.-Großh. Beschlusses vom 24. November 1874;

Auf den Bericht Unseres General-Directors der Finanzen und nach Berathung der Regierung im Conseil;

Haben beschlossen und beschließen :

Art. 1. Die Controleure der Postverwaltung sind, bezüglich der Reise- und Aufenthaltsvergütungen, den Controleuren der Steuerverwaltung gleichgestellt.

Art. 2. Unser General-Director der Finanzen ist mit der Vollziehung dieses Beschlusses beauftragt.

Im Haag den 21. Februar 1883.

Wilhelm.

*Der General Director
der Finanzen,
M. Mongenast.*

Arrêté du 27 février 1883, portant nomination des membres du jury d'examen pour les instituteurs et les institutrices.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INTÉRIEUR;

Vu l'art. 54 de la loi du 20 avril 1881, sur l'organisation de l'enseignement primaire;

Arrête :

Art. 1^{er}. Sont nommés membres du jury devant lequel auront lieu, pendant 1883, les examens prévus par l'art. 53 de la loi du 20 avril 1881, préalables à la collation des brevets de capacité aux membres du personnel enseignant des écoles primaires, 1^o MM. *Thilges*, membre de la Commission d'instruction; 2^o *Peters*, membre de la Commission d'instruction; 3^o *Witry*, inspecteur principal de l'enseignement primaire; 4^o *Breisch*, inspecteur des écoles du 4^e arrondissement; 5^o *Meyers*, directeur de l'école normale; 6^o *Wercollier*, professeur à l'école normale; 7^o *Kintgen*, professeur au même établissement.

Art. 2. Sont nommés membres suppléants du même jury :

a) en remplacement de l'un ou de l'autre des membres sub n^{os} 1, 2, 3 et 4, MM. *Urbany*, inspecteur d'écoles du 5^e arrondissement, et *Faber*, inspecteur d'écoles du 3^e arrondissement;

b) en remplacement de l'un des trois autres membres du jury, M. *Blaise*, professeur à l'école normale.

Art. 3. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 27 février 1883.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

Avis. — Examen à subir par les instituteurs et les institutrices pour l'obtention d'un brevet de capacité.

LE COMITÉ PERMANENT DE LA COMMISSION
D'INSTRUCTION;

Vu les art. 53 et 54 de la loi du 20 avril 1881,

Beschluß vom 27. Februar 1883, wodurch die Mitglieder der Prüfungsjury für Lehrer und Lehrerinnen ernannt werden.

Der General-Director des Innern;

Nach Einsicht des Art. 54 des Gesetzes vom 20. April 1881 über die Organisation des Primärunterrichtes;

Beschließt :

Art. 1. Zu Mitgliedern der Jury, vor welcher die während 1883, behufs Verleihung von Fähigkeitsbrevets an das Lehrpersonal der Primärschulen durch Art. 53 des Gesetzes vom 20. April 1881 vorgesehenen Prüfungen stattfinden haben, sind ernannt die H. H.: 1^o *Thilges*, Mitglied der Unterrichts-Commission; 2^o *Peters*, Mitglied der Unterrichts-Commission; 3^o *Witry*, Ober-Inspector des Primär-Unterrichtes; 4^o *Breisch*, Schulinspector des 4. Bezirks; 5^o *Meyers*, Director der Normalschule; 6^o *Wercollier*, Professor an der Normalschule; 7^o *Kintgen*, Professor ebendasselbst.

Art. 2. Zu Ergänzungsmitgliedern sind ernannt :

a) in Ersetzung eines der unter Nr. 1, 2, 3 und 4 erwähnten Mitglieder, die H. H. *Urban*, Schulinspector des 5. Bezirks, und *Faber*, Schulinspector des 3. Bezirks;

b) in Ersetzung irgend eines der drei andern Mitglieder der Jury, Hr. *Blaise*, Professor an der Normalschule.

Art. 3. Gegenwärtiger Beschluß soll ins „*Mémorial*“ eingerückt werden.

Luxemburg den 27. Februar 1883.

Der General-Director des Innern,
H. Kirpach.

Bekanntmachung. — Prüfung der Lehrer und Lehrerinnen behufs Erlangung eines Fähigkeitszeugnisses.

Der ständige Ausschuss der Unterrichts-Commission;

Nach Einsicht der Art. 53 und 54 des Gesetzes

sur l'organisation de l'enseignement primaire, ainsi que le règlement du 26 octobre 1876, sur la classification des instituteurs ;

Fait connaître ce qui suit :

1° Les examens préalables à la collation des brevets de capacité du 3°, du 2° et du 1° rang aux membres du personnel enseignant des écoles primaires, sont fixés comme suit :

a) examen par écrit pour tous les récipiendaires (instituteurs et institutrices) les 27 et 28 mars 1883, de 8 heures du matin à midi et de 3 à 6 heures de l'après-midi ;

b) examen oral le 29 mars pour les instituteurs, et le 30 du même mois pour les institutrices, chaque fois de 8 heures du matin à midi et de 3 à 6 heures de l'après-midi.

2° Les personnes qui désirent prendre part aux examens susmentionnés adresseront leurs demandes au secrétariat de la Commission d'instruction, pour le 13 mars prochain au plus tard.

Elles joindront à leurs demandes :

a) un certificat de moralité civile délivré par le collège des bourgmestre et échevins de la commune ;

b) un certificat de moralité religieuse délivré par le curé ou desservant de la paroisse ;

c) un certificat délivré par le bourgmestre de la commune de leur domicile, constatant que depuis l'obtention du brevet de capacité dont ils sont porteurs, ils ont été préposés pendant deux années au moins à une école primaire du Grand-Duché.

3° Les examens auront lieu conformément au règlement du 26 octobre 1876, sur la classification des instituteurs.

Luxembourg, le 13 février 1883.

NEUMAN, président.

M. DE WAHA, secrétaire.

Vu pour être inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 27 février 1883.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

vom 20. April 1881 über die Organisation des Primär-Unterrichtes, sowie des Reglements vom 26. October 1876, über die Classification der Lehrer ;

Gibt Folgendes bekannt :

1° Die behufs Verleihung der Fähigkeits-Brevets vom 3., 2. und 1. Range an die Lehrer und Lehrerinnen abzuhaltenden Prüfungen sind festgesetzt, wie folgt :

a) schriftliche Prüfung aller Bewerber (Lehrer und Lehrerinnen) am 27. und 28. März 1883, von 8 Uhr bis Mittag und von 3 bis 6 Uhr Nachmittags ;

b) mündliche Prüfung für die Lehrer am 29. März und für die Lehrerinnen am 30. März, jedesmal von 8 Uhr bis Mittag und von 3 bis 6 Uhr Nachmittags.

2° Diejenigen Personen, welche an obenerwähnten Prüfungen Theil zu nehmen wünschen, haben ihre desfallsigen Gesuche vor dem 15. März l. an das Sekretariat der Unterrichts-Commission einzufenden.

Dieselben haben ihren Gesuchen beizufügen :

a) ein vom Schöffen-Collegium der Gemeinde ausgestelltes Zeugniß über bürgerliche Moralität ;

b) ein vom Ortspfarrer ausgestelltes Zeugniß über religiöse Moralität ;

c) ein durch den Bürgermeister der Gemeinde ihres Domicils ausgestelltes Zeugniß, welches barthut, daß sie seit der Erlangung ihres Fähigkeitsbrevets während wenigstens zwei Jahren einer Primärschule im Großherzogthum vorgestanden haben.

3° Die Prüfungen werden nach Vorschrift des Reglements vom 26. October 1876, über die Classification der Lehrer, abgehalten.

Luxemburg den 13. Februar 1883.

Neuman, Präsident.

M. de Waha, Sekretär.

Gesehen am in's „*Mémorial*“ eingetragen zu werden.

Luxemburg den 27. Februar 1883.

Der General-Director des Innern,
H. Kirpach.

Avis. — Postes.

En exécution de l'art. 56 de l'arrêté royal grand-ducal du 2 décembre 1877, les examens prévus par les art. 46, 47 et 49 du même arrêté pour l'obtention d'un diplôme de capacité pour les grades de commis et de surnuméraire à l'administration des postes, auront lieu à l'hôtel du Gouvernement à Luxembourg et sont fixés comme suit :

a) l'examen de commis, aux 4 et 5 avril prochain, chaque fois de 9 heures du matin à midi et de 3 à 6 heures de l'après-midi ;

b) l'examen de surnuméraire, aux 6 et 7 du mois d'avril prochain, chaque fois de 9 heures du matin à midi et de 3 à 6 heures de l'après-midi.

Les aspirants pour le surnumérariat doivent être âgés de 18 ans accomplis. Ils adresseront leurs demandes en admission à l'examen précité à la direction des postes pour le 1^{er} avril*) au plus tard et y joindront : 1^o un extrait de leur acte de naissance ; 2^o un certificat de moralité civile délivré par les bourgmestre et échevins de la commune et 3^o une attestation du médecin de canton certifiant que le postulant n'est sujet à aucune maladie ou infirmité incompatible avec le service qu'il recherche.

L'examen pour le surnumérariat porte sur la connaissance des langues française et allemande, la calligraphie, l'arithmétique et la géographie politique.

Luxembourg, le 21 février 1883.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

** Avis. — Administration des contributions.*

M. Albert Duvivier, commis des accises, est nommé surnuméraire de l'administration des contributions et des accises.

Luxembourg, le 27 février 1883.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

*) L'avis publié au n^o 8 du Mémorial, p. 61, porte par erreur 1^{er} mars, au lieu de 1^{er} avril.

Bekanntmachung. — Postwesen.

In Ausführung des Art. 56 des Königl.-Großherzogl. Beschlusses vom 2. December 1877 werden im Regierungsgebäude zu Luxemburg die in Art. 46, 47 und 49 desselben Beschlusses zur Erlangung eines Fähigkeits-Diplomes von Commis und Supernumerar in der Postverwaltung vorgesehenen Prüfungen abgehalten und sind folgendermaßen festgesetzt:

a) das Commis-Examen, auf den 4. und 5. April d. J., jebeßmal von 9 Uhr Morgens bis Mittags und von 3 bis 6 Uhr Nachmittags ;

b) das Supernumerar-Examen, auf den 6. und 7. April nächsthin, jebeßmal von 9 Uhr Morgens bis Mittags und von 3 bis 6 Uhr Nachmittags.

Die Bewerber um das Supernumerariat müssen volle 18 Jahre alt sein und ihre Gesuche um Zulassung zu obenerwähnter Prüfung vor dem 1. April*) an die Postdirection einreichen und denselben als Belegstücke beifügen: 1^o einen Auszug ihres Geburtsactes, 2^o ein durch das Schöffen-Collegium der Gemeinde ausgestelltes Zeugniß über bürgerliche Moralität, und 3^o ein durch den Kantonalarzt ausgestelltes Zeugniß, daß der Postulant nicht mit einer Krankheit oder einem Gebrechen behaftet ist, welche ihn zur Ausübung des Dienstes, um welchen er sich bewirbt, untauglich machen.

Die Supernumerar-Prüfung begreift die französische und die deutsche Sprache, Schönschreiben, Arithmetik und politische Geographie.

Luxemburg den 21. Februar 1883.

Der General-Director der Finanzen,
M. Mongenast.

Bekanntmachung. — Steuerverwaltung.

Hr. Albert Duvivier, Commis der Accisen, ist zum Supernumerar der Steuer- und Accisen-Verwaltung ernannt.

Luxemburg den 27. Februar 1883.

Der General-Director der Finanzen,
M. Mongenast.

*) Die Bekanntmachung in Nr. 8 des Mémorial, S. 61, enthält irrthümlich „1. März“ anstatt „1. April“.

*Relevé des permis de chasse pour la durée d'une année délivrés pendant les mois de janvier
et février 1883.*

N ^o	Date.	Noms et prénoms.	Qualité.	Domicile.
1	2 janvier.	Batting, Nicolas.	Cultivateur.	Belvaux.
2	id.	François, Camille.	Receveur général.	Luxembourg.
3	id.	Tudor, Hubert.	Rentier.	Rosport.
4	5 id.	Lortz, Emile.	Propriétaire.	Hesperange.
5	7 id.	Weiler, Jean.	Cultivateur-propriétaire	Bavigne.
6	8 id.	Collart, Jules-Nicolas.	Maître de forges.	Steinfort.
7	id.	Lefebvre, Eugène.	Fermier.	Pleitrange.
8	id.	Muller, Hubert.	Maître de forges.	Esch-s.-Alzette.
9	9 id.	Mersch, Michel.	Tanneur.	Septfontaines.
10	12 id.	Franck, Jean-Pierre.	Meunier.	Bascharage.
11	13 id.	Buffet, Charles.	Vétérinaire du Gouvernement.	Wiltz.
12	id.	Fuhrmann, Pierre.	Propriétaire.	Surré.
13	id.	De Muyser, Jean-Pierre.	Commissaire de district.	Grevenmacher.
14	16 id.	Funck, Henri.	Agronome.	Capellen.
15	17 id.	Stumper, Jean-Pierre.	Garde-général.	Grevenmacher.
16	18 id.	Brassel, Jean-Edouard.	Notaire et bourgmestre.	Rambrouch.
17	id.	Logelin, Nicolas.	Entrepreneur.	Niedercorn.
18	24 id.	Seyler, Nicolas.	Cabaretier.	Grevels.
19	25 id.	Mineur, Ferdinand.	Ingénieur.	Esch-s.-Alzette.
20	7 février.	Franck, Guillaume, fils.	Marchand.	Clemency.
21	21 id.	de Villers, Charles-Victor-Camille.	Propriétaire-rentier.	Born.
22	26 id.	Kreins, Gustave.	Sans profession.	Schieren.
23	id.	Kremer, Bernard.	Cultivateur et aubergiste.	Biever.
24	id.	Klensch, Jean-Nicolas.	Ingénieur.	Luxembourg.
25	id.	Kremer, Pierre.	Économe.	Esch-s.-Alzette.

Avis. — Administration communale.

Par arrêté du soussigné en date de ce jour, M. Nicolas Rivers-Thinnes, cultivateur à Heflingen, a été nommé échevin de la commune de Heflingen.

Luxembourg, le 26 février 1883.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

Avis. — Domaines.

L'administration de l'Enregistrement et des

Bekanntmachung. — Gemeindeverwaltung.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom heutigen Tage ist Hr. Nikola Rivers-Thinnes, Landwirth zu Heflingen, zum Schöffen der Gemeinde Heflingen ernannt worden.

Luxemburg den 26. Februar 1883.

Der General-Director des Innern,
H. Kirpach.

Bekanntmachung. — Domänen.

Die Einregistrirungs- und Domänenverwaltung

Domaines est chargée de vendre, conformément à la loi du 17 décembre 1853, deux parcelles domaniales, mesurant 146 m² et respectivement 73 m², situées à gauche et le long de la route des Trois-cantons de Bous à Aspelt, entre les hectomètres 94 et 95, et limitées par les propriétés MM. Lorang, Hoff et Rausch d'Aspelt.

Luxembourg, le 28 février 1883.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

ist beauftragt, gemäß dem Gesetze vom 17. December 1853, zwei 146 □ M. bzw. 73 □ M. große Domaniale-Parzellen, gelegen links an der Dreikantonsstraße von Bous nach Aspelt, zwischen den Hectometersteinen 94 und 95 und fließend auf M. Lorang, Hoff und Rausch zu Aspelt, zu verkaufen.

Luxemburg den 28. Februar 1883.

Der General-Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Erratum. — A la page 755 du Mémorial de 1882, dans l'arrêté sur la répartition des subsides dans l'intérêt de la salubrité publique, le chiffre 29,000 est à substituer à 29,000 et à la page 756, n° 27, dernière colonne du relevé, le chiffre 100 est à substituer à 200.

Druckfehler. — Seite 755 des Memorials von 1882, in dem Beschlusse über die Vertheilung der Subsidien für öffentliche Salubrität ist 29,900 statt 29,000 zu lesen, und Seite 756 Nr. 27, letzte Spalte ist die Ziffer 200 durch 100 zu ersetzen.

Publications non-officielles. — Nichtamtliche Mittheilungen.

Expropriation pour cause d'utilité publique.

Par exploit du ministère de l'huissier Scholtes de Luxembourg, en date du 24 février 1883, à la requête de l'État du Grand-Duché de Luxembourg, poursuites et diligences de la société anonyme royale grand-ducale des chemins de fer Guillaume-Luxembourg, dont le siège est à Luxembourg, représentée par M. Letellier, ingénieur en chef, demeurant à Luxembourg, pour lesquels est constitué et occupera M^e Auguste Laval, avocat-avoué à Luxembourg :

Assignation a été donnée à 1^o Nicolas Feller, père, cultivateur ; 2^o Susanne Feller, veuve de Mathias Rock, ménagère ; 3^o Nicolas Feller, cultivateur ; 4^o Gaspard Feller, rentier ; 5^o Catherine Feller et son époux Jean Gaasch, cultivateur, tous demeurant à Dudelange, à comparaître le mercredi, 7 mars 1883, à neuf heures du matin, devant le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, siégeant au Palais de justice à Luxembourg, pour voir dire que les formalités prescrites par la loi pour parvenir à l'expropriation pour cause d'utilité publique, de la parcelle de terre ci-après désignée, située sur le territoire de la commune de Dudelange et appartenant aux assignés et à entreprendre pour la construction du chemin de fer de Bettembourg à Dudelange, ont été remplies, savoir :

Une parcelle de 3 ares 88 centiares, dans un pré, sis sur le territoire de la commune de Dudelange, lieu dit «Weyerpärchen», n° 154 du plan parcellaire, section A n° 3248 et 3251 du cadastre, d'une contenance totale de 43 ares, entre Jean-Pierre Kaysen et un chemin communal, donnant sur la société des hauts-fourneaux de Dudelange et un chemin communal.

Voir donner acte aux requérants qu'ils offrent aux assignés la somme de 291 francs comme indemnité du chef de la dite emprise ; en cas de refus d'accepter les dites offres, voir procéder conformément à la loi au règlement des indemnités auxquelles les assignés ont droit ; voir ordonner l'envoi en possession de la parcelle de terrain expropriée et s'entendre condamner aux dépens.

Par exploit du ministère de l'huissier Grendal de Luxembourg, en date du 24 février 1883, à la requête de l'État du Grand-Duché de Luxembourg, poursuites et diligences de la société anonyme royale grand-ducale des chemins de fer Guillaume-Luxembourg, dont le siège est à Luxembourg, représentée par M. Letellier, ingénieur

en chef, demeurant à Luxembourg, pour lesquels est constitué et occupera M^e Auguste Laval, avocat-avoué à Luxembourg ;

Assignment a été donnée à Marguerite Jaminet et son époux Jean Niele, cultivateur, domiciliés à Dudelange, à comparaître le mercredi, 7 mars 1883, à neuf heures du matin, devant le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, siégeant au Palais de justice à Luxembourg, pour voir dire que les formalités prescrites par la loi pour parvenir à l'expropriation pour cause d'utilité publique de la parcelle ci-après désignée, située sur le territoire de la commune de Dudelange, appartenant à l'assignée Marguerite Niele et à entreprendre pour la construction du chemin de fer de Bettembourg à Dudelange, ont été remplies, savoir :

Une parcelle de 4 ares 20 centiares, dans un pré sis sur le territoire de la commune de Dudelange, lieu dit «Weyer-pärchen», n^o 152 du plan parcellaire, section A n^o 3247 du cadastre, d'une contenance totale de 34 ares 80 centiares, entre la société anonyme des Hauts-fourneaux de Dudelange et Jean-Pierre Kaysen, donnant sur la route de Dudelange à Bettembourg et au chemin communal.

Voir donner acte aux requérants qu'ils offrent à l'assignée Marguerite Jaminet la somme de 315 francs comme indemnité du chef de la dite emprise ; en cas de refus d'accepter les dites offres, voir procéder conformément à la loi au règlement des indemnités auxquelles l'assignée a droit ; voir ordonner l'envoi en possession de la parcelle de terrain expropriée et s'entendre condamner aux dépens ; le dit Niele autoriser sa femme à ester en justice et faute par lui de ce faire, la voir autoriser par le tribunal.

Par exploit du ministère de l'huissier Crendal de Luxembourg, en date du 24 février 1883, à la requête de l'État du Grand-Duché de Luxembourg, poursuites et diligences de la société anonyme royale grand-ducale des chemins de fer Guillaume-Luxembourg, dont le siège est à Luxembourg, représentée par M. Letellier, ingénieur en chef, demeurant à Luxembourg, pour lesquels est constitué et occupera M^e Auguste Laval, avocat-avoué à Luxembourg ;

Assignment a été donnée à M. Antoine Polfer, cultivateur, demeurant à Dudelange, à comparaître le mercredi, 7 mars 1883, à neuf heures du matin, devant le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, siégeant au Palais de justice à Luxembourg, pour voir dire que les formalités prescrites par la loi pour parvenir à l'expropriation pour cause d'utilité publique des parcelles de terre ci-après désignées, situées sur le territoire de la commune de Dudelange, appartenant à l'assigné et à entreprendre pour la construction du chemin de fer de Bettembourg à Dudelange, ont été remplies, savoir :

1^o Une parcelle de 81 centiares, sise ban de Mondercange, lieu dit «In Helper», désignée sous le n^o 21 du plan parcellaire, section B n^o 1463 et 1464 du cadastre, d'une contenance totale de 19 ares, entre Nicolas Pauly et un terrain communal, donnant sur différents d'un côté et de l'autre sur la veuve Hengesch ;

2^o Une parcelle de 35 centiares, dans un pré sis territoire de la commune de Dudelange, lieu dit «In Helper», n^o 26 du plan parcellaire, section B n^o 1459 du cadastre, d'une contenance totale de 3 ares 30 centiares, sise entre la commune de Dudelange et la veuve Michel Berchem, donnant sur la veuve Hengesch et différents.

Voir donner acte aux requérants qu'ils offrent à l'assigné la somme de 81 francs 60 centimes, comme indemnité du chef des dites emprises ; en cas de refus d'accepter les dites offres, voir procéder conformément à la loi, au règlement des indemnités auxquelles l'assigné a droit ; voir ordonner l'envoi en possession des parcelles de terrain expropriées et s'entendre condamner aux dépens.

Par exploit du ministère de l'huissier Crendal de Luxembourg, en date du 24 février 1883, à la requête de l'État du Grand-Duché de Luxembourg, poursuites et diligences de la société anonyme royale grand-ducale des chemins de fer Guillaume-Luxembourg, dont le siège est à Luxembourg, représentée par M. Letellier, ingénieur en chef, demeurant à Luxembourg, pour lesquels est constitué et occupera Maître Auguste Laval, avocat-avoué à Luxembourg ;

Assignment a été donnée à Dominique Berchem, cultivateur, demeurant à Dudelange, à comparaître le mercredi, 7 mars 1883, à neuf heures du matin, devant le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, siégeant au Palais de justice à Luxembourg, pour voir dire que les formalités prescrites par la loi pour parvenir à l'expropriation pour cause d'utilité publique des parcelles ci-après désignées, situées sur le territoire des communes

de Beltembourg et Dudelange, appartenant à l'assigné et à entreprendre pour la construction du chemin de fer de Beltembourg à Dudelange, ont été remplies, savoir :

1° Une parcelle d'un are 25 centiares dans une pièce de terre labourable, sise territoire de la commune de Beltembourg, lieu dit « In Reschacker », n° 87 du plan parcellaire, section A n° 2090 du cadastre, d'une contenance totale de 20 ares et 80 centiares, située entre Louis-Nicolas Etienne d'un côté et Jean Berchem de l'autre, donnant sur différents des deux côtés ;

2° Une parcelle de 2 ares 69 centiares dans un jardin et labour, sise territoire de la commune de Dudelange, lieu dit « In den Hoïven », n° 127 du plan parcellaire, sections C et A, n° 33/738 et 2248/655 du cadastre, d'une contenance de 31 ares et 10 centiares, situés entre Jean Berchem et Nicolas Reiss et donnant sur Ferdinand Liégeois et le ruisseau ;

3° Une parcelle de 84 centiares dans une pièce de terre labourable, sise territoire de la commune de Dudelange, n° 127 du plan parcellaire, section A n° 2462/669 du cadastre, lieu dit « In den Hoïven », d'une contenance totale de 11 ares, sise entre Jean-Rodolff et Jean-Pierre Jauchem, donnant sur différents des deux côtés.

Voir donner acte aux requérants qu'ils offrent à l'assigné la somme de 405 francs comme indemnité du chef des dites emprises ; en cas de refus d'accepter les dites offres, voir procéder conformément à la loi au règlement des indemnités auxquelles l'assigné a droit ; voir ordonner l'envoi en possession des parcelles de terrain expropriées et s'entendre condamner aux dépens.

Par exploit du ministère de l'huissier Scholtes de Luxembourg, en date du 24 février 1883, à la requête de l'État du Grand-Duché de Luxembourg, poursuites et diligences de la société anonyme royale grand-ducale des chemins de fer Guillaume-Luxembourg, dont le siège est à Luxembourg, représentée par M. Letellier, ingénieur en chef, demeurant à Luxembourg, pour lesquels est constitué et occupera M^r Auguste Laval, avocat-avoué à Luxembourg ;

Assignation a été donnée à Jean-Pierre Kaysen, fils, cultivateur, demeurant à Dudelange, à comparaître le mercredi, 7 mars 1883, à neuf heures du matin, devant le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, siégeant au palais de justice à Luxembourg, pour voir dire que les formalités prescrites par la loi pour parvenir à l'expropriation pour cause d'utilité publique des parcelles de terres ci-après désignées, situées sur le territoire de la commune de Dudelange, appartenant à l'assigné et à entreprendre pour la construction du chemin de fer de Beltembourg à Dudelange, ont été remplies, savoir :

1° Une parcelle de 4 ares 67 centiares, dans un pré situé sur le territoire de la commune de Dudelange, lieu dit « Weyerpärchen » n° 153 du plan parcellaire, section A, n° 2/3247 et 3/3247 du cadastre, d'une contenance totale de 58 ares 80 centiares, entre Jean Niele et Nicolas Feller, donnant sur la société des Hauts-fourneaux de Dudelange et le chemin communal ;

2° Une parcelle de 12 ares et 40 centiares dans un pré et labour, même territoire que la précédente, lieu dit « in Weyergarten » n° 156 du plan parcellaire, section A, n° 3254 et 3266 du cadastre, d'une contenance totale de 59 ares, entre la susdite société anonyme et un chemin communal, donnant sur la dite société des deux côtés.

Voir donner acte aux requérants qu'ils offrent à l'assigné la somme de 1180 francs 25 centimes comme indemnité du chef des dites emprises ; en cas de refus d'accepter les dites offres, voir procéder conformément à la loi au règlement des indemnités auxquelles l'assigné a droit ; voir ordonner l'envoi en possession des parcelles de terrain expropriées et s'entendre condamner aux dépens.

Pour extraits conformes,
L'avoué poursuivant,
Aug. LAYAL.